



# Assemblée générale

Distr. limitée  
6 novembre 2012  
Français  
Original : anglais

Soixante-septième session

## Deuxième Commission

Point 19 de l'ordre du jour

**Suivi et mise en œuvre des textes issus  
de la Conférence internationale de 2002  
sur le financement du développement  
et de la Conférence d'examen de 2008**

**Algérie\* : projet de résolution**

### **Suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* la Conférence internationale sur le financement du développement, tenue à Monterrey (Mexique) du 18 au 22 mars 2002, et la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, tenue à Doha du 29 novembre au 2 décembre 2008, ainsi que ses résolutions 56/210 B du 9 juillet 2002, 57/250, 57/272 et 57/273 du 20 décembre 2002, 57/270 B du 23 juin 2003, 58/230 du 23 décembre 2003, 59/225 du 22 décembre 2004, 60/188 du 22 décembre 2005, 61/191 du 20 décembre 2006, 62/187 du 19 décembre 2007, 63/239 du 24 décembre 2008, 64/193 du 21 décembre 2009, 65/145 et 65/146 du 20 décembre 2010, et 66/191 du 22 décembre 2011, ainsi que les résolutions 2002/34, du 26 juillet 2002, 2003/47, du 24 juillet 2003, 2004/64, du 16 septembre 2004, 2006/45, du 28 juillet 2006, 2007/30, du 27 juillet 2007, 2008/14, du 24 juillet 2008, 2009/30, du 31 juillet 2009, 2010/26, du 23 juillet 2010, 2011/38, du 28 juillet 2011 et 2012/31, du 27 juillet 2012,

*Rappelant également* la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement, ainsi que le document final adopté à l'issue de cette conférence<sup>1</sup>,

\* Au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine.

<sup>1</sup> Résolution 63/303, annexe.



*Rappelant en outre* sa Réunion plénière de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement, ainsi que le document final adopté à l'issue de cette réunion<sup>2</sup>,

*Prenant acte* du résumé, établi par son président, du cinquième Dialogue de haut niveau sur le financement du développement tenu à New York les 7 et 8 décembre 2011<sup>3</sup>,

*Prenant acte également* du résumé, établi par le Président du Conseil économique et social, de la réunion spéciale de haut niveau que le Conseil a tenue à New York les 12 et 13 mars 2012 avec les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)<sup>4</sup>,

*Prenant acte en outre* du résumé de la manifestation spéciale consacrée par la Commission du développement social au financement du développement social au cours de sa cinquantième session, le 3 février 2012,

*Prenant acte* de la manifestation spéciale consacrée aux mécanismes novateurs de financement du développement qui a eu lieu au cours de la session de fond de 2012 du Conseil économique et social, le 12 juillet 2012,

*Prenant acte également* du rapport du Secrétaire général sur l'application et le suivi du Consensus de Monterrey et de la Déclaration de Doha sur le financement du développement<sup>5</sup>,

*Prenant acte en outre* du rapport du Secrétaire général sur les modalités actuelles du processus de suivi de la question du financement du développement<sup>6</sup>,

*Prenant acte* du rapport du Secrétaire général sur les mécanismes novateurs de financement du développement<sup>7</sup>,

*Profondément préoccupée* par le fait que la crise financière et économique mondiale actuelle dure toujours, ainsi que par les crises actuelles de la dette souveraine en Europe et leurs répercussions sur les pays en développement, consciente du fait que l'économie mondiale entre dans une nouvelle phase difficile marquée par des risques importants, qui menacent la reprise économique mondiale, notamment de perturbations sur les marchés financiers mondiaux et de tensions budgétaires généralisées, et insistant sur la nécessité de continuer à rechercher des solutions permettant de remédier aux fragilités systémiques et aux déséquilibres de longue date et de continuer de s'efforcer de résoudre les problèmes systémiques auxquels se heurte l'économie mondiale, notamment en menant à bien la réforme du système financier international, de son architecture et de sa gouvernance,

*Soulignant* qu'il est urgent de renforcer les mécanismes de suivi du financement du développement en organisant une conférence de suivi et en créant une commission sur le financement du développement en tant qu'organe subsidiaire du Conseil économique et social,

---

<sup>2</sup> Résolution 65/1.

<sup>3</sup> A/66/678.

<sup>4</sup> A/67/81-E/2012/62.

<sup>5</sup> A/67/339.

<sup>6</sup> A/67/353.

<sup>7</sup> A/66/334.

*Réaffirmant* que, comme il est constaté dans le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, intitulé « L'avenir que nous voulons »<sup>8</sup>, il est nécessaire de mobiliser des ressources importantes auprès de sources diverses et de faire un bon usage des financements obtenus, de façon à appuyer énergiquement les efforts déployés par les pays en développement pour réaliser un développement durable, notamment en mettant en œuvre des mesures inspirées du document final de la Conférence et pour réaliser les objectifs du développement durable,

*Insistant* sur la nécessité de renforcer la cohérence et la coordination afin d'éviter les doublons dans le suivi du financement du développement,

1. *Réaffirme* dans son intégralité le Consensus de Monterrey issu de la Conférence internationale sur le financement du développement<sup>9</sup>, son intégrité et la globalité de sa demande, et rappelle la ferme volonté qui a été manifestée d'agir concrètement pour le mettre en œuvre et relever les défis du financement du développement dans un esprit de partenariat et de solidarité planétaires, pour réaliser les objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont les objectifs du Millénaire pour le développement;

2. *Réaffirme également* que chaque pays est responsable au premier chef de son propre développement et que l'on ne saurait trop insister sur le rôle des politiques et stratégies nationales dans la réalisation du développement durable, et considère que les efforts fournis par les pays doivent être complétés à l'échelon mondial par des programmes, mesures et politiques d'accompagnement propres à offrir à ces pays de meilleures chances de développement, compte tenu de la situation de chacun d'eux et dans le respect de ses prérogatives, de ses stratégies et de sa souveraineté;

3. *Affirme une nouvelle fois* qu'elle est déterminée à promouvoir et renforcer le partenariat mondial pour le développement, y compris ses aspects commerciaux et financiers, pour en faire le pilier de la coopération dans les années à venir, comme réaffirmé dans la Déclaration du Millénaire<sup>10</sup>, le Consensus de Monterrey<sup>9</sup>, le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (« Plan de mise en œuvre de Johannesburg »)<sup>11</sup>, la Déclaration de Doha intitulée « Financement du développement : document final de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey »<sup>12</sup>, le document final de la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et ses répercussions sur le développement<sup>1</sup>, et le document final intitulé « Tenir les promesses : unis pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement », qu'elle a adopté à

<sup>8</sup> Résolution 66/288, annexe.

<sup>9</sup> *Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey (Mexique), 18-22 mars 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.II.A.7), chap. I, résolution 1, annexe.

<sup>10</sup> Voir résolution 55/20.

<sup>11</sup> *Rapport du Sommet mondial sur le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.03.II.A.1 et rectificatif), chap. I, résolution 2, annexe.

<sup>12</sup> Résolution 63/239, annexe.

l'issue de sa Réunion plénière de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement<sup>13</sup>;

4. *Constate* que la mobilisation de ressources financières pour le développement est un élément essentiel du partenariat mondial pour le développement, notamment si l'on veut parvenir aux objectifs de développement arrêtés à l'échelon international, y compris les objectifs du Millénaire, et constate également que la mobilisation de ressources nationales et internationales, de même qu'un environnement intérieur et international propice sont des moteurs clefs du développement;

5. *Rappelle* que les États Membres sont résolus à renforcer l'assistance technique et à développer la coopération technique et la participation en matière de questions fiscales internationales;

6. *S'inquiète vivement* des répercussions de la crise financière et économique mondiale actuelle sur le développement et, notamment, sur la capacité des pays en développement de mobiliser des fonds aux fins du développement, estime qu'il faut soutenir la reprise et considère que, pour remédier efficacement aux conséquences de la crise, il faut donner rapidement effet à tous les engagements pris en faveur du développement, y compris ceux relatifs à l'aide au développement;

7. *Souligne* que les gouvernements doivent agir davantage et que la gouvernance mondiale de l'économie doit être plus efficace, plus participative et plus démocratique, afin que le marché soit soumis à une réglementation appropriée servant l'intérêt public et, à cet égard, est consciente de la nécessité de mieux réglementer les marchés financiers, vu qu'ils n'apportent rien à la stabilité économique, à la sécurité du système financier ou à la prévention d'une mauvaise gestion des risques;

8. *Estime* qu'un secteur privé dynamique et ouvert, qui fonctionne bien et agit de manière responsable sur le plan social, est un instrument précieux de stimulation de la croissance économique et de réduction de la pauvreté;

9. *Note* que les investissements directs étrangers sont une importante source de financement du développement et, à cet égard, demande aux pays développés de continuer à élaborer des mesures propres à encourager et à faciliter, dans les pays d'origine, les flux d'investissement direct, notamment au moyen de crédits à l'exportation et d'autres instruments de prêt, de garanties contre les risques et de services de développement des entreprises; demande aux pays en développement de continuer à s'efforcer de créer, à l'échelon national, des conditions propres à attirer les investissements, en particulier un environnement transparent, stable et prévisible, garantissant le respect des clauses contractuelles et des droits de propriété; souligne qu'il importe de redoubler d'efforts pour mobiliser auprès de toutes les sources des investissements pour les ressources humaines et les infrastructures physiques, environnementales, institutionnelles et sociales;

10. *Réaffirme* que le commerce international peut être un moteur du développement et d'une croissance économique soutenue, souligne la nécessité de tirer pleinement parti de son potentiel à cet égard, et insiste sur le fait qu'il importe d'assurer l'existence d'un système commercial multilatéral universel, fonctionnant selon des règles, ouvert, non discriminatoire et équitable qui contribue à la

---

<sup>13</sup> Résolution 65/1.

croissance, au développement durable et à la création d'emplois, notamment dans les pays en développement;

11. *Souligne* qu'il est nécessaire de résister à toute mesure ou tentative protectionniste ou ayant pour effet de fausser les échanges, notamment celles qui touchent les pays en développement, y compris les obstacles tarifaires, non tarifaires et autres au commerce, en particulier les subventions agricoles, et d'abroger toute mesure de ce genre qui aurait déjà été prise, reconnaît que les pays ont le droit de se prévaloir pleinement des marges de manœuvre et des éléments de flexibilité compatibles avec les engagements contractés dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, demande à celle-ci et aux autres organes concernés, y compris la CNUCED, de continuer de suivre l'application de mesures protectionnistes et d'en évaluer les conséquences sur les pays en développement, et considère à cet égard que si le Cycle de négociations commerciales multilatérales de Doha aboutit à un résultat équilibré, ambitieux, global et axé sur le développement, ce sera un pas en avant très important vers l'élimination des mesures protectionnistes susmentionnées;

12. *Lance*, à cet égard, un appel pour que le Cycle de Doha aboutisse rapidement et que soit adopté un accord équilibré, ambitieux, global et axé sur le développement, qui donnerait au commerce international un regain de vigueur dont il a bien besoin et stimulerait la croissance et le développement économique;

13. *Met l'accent* sur le fait qu'il est primordial que tous les engagements pris en matière d'aide publique au développement se concrétisent, et notamment que de nombreux pays développés se sont engagés à consacrer 0,7 % de leur produit national brut à l'aide publique au développement des pays en développement à l'horizon 2015, 0,15 % à 0,20 % étant réservé aux pays les moins avancés, et prie instamment les pays développés qui ne l'ont pas encore fait de tenir leurs engagements en matière d'aide publique au développement des pays en développement;

14. *Souligne* que l'aide publique au développement joue un rôle essentiel par son effet de levier et par le fait qu'elle complète et assure durablement le financement du développement des pays et facilite la réalisation des objectifs de développement, notamment les objectifs arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire;

15. *Réaffirme* qu'il convient de fournir aux pays en développement des ressources nouvelles et supplémentaires, notamment des liquidités à court terme, des crédits au développement à long terme et des dons à utiliser pour répondre de manière appropriée à leurs problèmes de développement prioritaires;

16. *Souligne* que les flux d'aide destinés à l'ensemble des pays en développement devraient être plus efficaces, durables et prévisibles et assortis d'une concessionnalité plus importante et non conditionnels, notamment ceux qui sont accordés aux pays les plus vulnérables et les moins avancés et ceux qui visent à appuyer comme il convient les efforts déployés par les pays à revenu intermédiaire et à faible revenu pour s'attaquer à leurs problèmes particulières de développement;

17. *Encourage* les pays développés à allouer des ressources nouvelles et supplémentaires aux pays en développement afin de les aider à faire face aux conséquences de la crise, notamment en leur accordant des financements à des conditions de faveur et des dons, des allègements et des restructurations de dette, et

des moratoires pour le remboursement des dettes, ainsi qu'à leur fournir une assistance technique et à renforcer leur capacité en matière de gestion, de négociation et de renégociation de dette, afin qu'ils ramènent durablement leur dette à un niveau soutenable;

18. *Rappelle* sa décision de créer un mécanisme intergouvernemental chargé d'évaluer les besoins de financement, de déterminer l'efficacité des instruments et dispositifs existants ainsi que leur cohérence et les synergies qui jouent entre eux et les instruments existants et d'évaluer d'autres initiatives, en vue de préparer un rapport proposant diverses stratégies possibles de financement du développement durable qui seraient efficaces pour faciliter la mobilisation et la bonne utilisation de ressources en vue de la réalisation des objectifs du développement durable, conformément au paragraphe 255 de sa résolution 66/288, et attend avec impatience la mise en œuvre dudit mécanisme;

19. *Estime* que les mécanismes de financement innovants peuvent aider les pays en développement qui décident d'y recourir à mobiliser, à titre volontaire, des ressources supplémentaires aux fins de leur développement et que ces mécanismes doivent venir en complément des sources traditionnelles de financement et non s'y substituer;

20. *Souligne* qu'il est particulièrement important, pour promouvoir la croissance économique et le développement des pays en développement, d'apporter rapidement une solution globale, efficace et durable au problème de leur dette, se félicite de l'organisation par la Deuxième Commission d'une manifestation spéciale sur le thème « Crise de la dette souveraine et restructuration : enseignements tirés et propositions de mécanismes visant à régler le problème de la dette », et encourage les organismes participants à poursuivre leurs travaux sur ces questions et à proposer, selon qu'il conviendra, des possibilités d'action permettant d'aller de l'avant;

21. *Souligne également* qu'il ne peut y avoir de croissance que si la dette est supportable et qu'il importe à cet égard que la dette soit gérée au mieux pour que les objectifs de développement nationaux puissent être atteints, y compris les objectifs du Millénaire, et constate que les crises de la dette souveraine sont, en général, coûteuses et déstabilisantes, particulièrement pour l'emploi et l'investissement productif, et suivies de réductions des dépenses publiques, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation, qui touchent particulièrement les personnes pauvres et vulnérables;

22. *Souligne en outre* que la crise financière et économique a fait ressortir la nécessité d'une réforme et relancé les débats tenus à l'échelon international sur la réforme du système financier mondial et de son architecture, notamment sur les questions de mandat, de compétence, de gouvernance, de réactivité et de conception du développement, selon qu'il y a lieu, et encourage à cette fin la poursuite d'un dialogue libre, transparent et ouvert à tous;

23. *Est consciente* de l'importance du rôle joué par les allocations de droits de tirage spéciaux pour ce qui est d'accroître la liquidité mondiale et de contribuer à la stabilité mondiale, à l'équité et à la capacité de résistance des économies, décide de reprendre d'urgence l'examen des conséquences d'un accroissement des allocations de droits de tirage spéciaux sur la liquidité et la promotion du développement, et prie le Secrétaire général d'élaborer à son intention, en

consultation avec les États Membres et le système des Nations Unies, notamment les institutions de Bretton Woods et la CNUCED, un rapport détaillé contenant des mesures concrètes et des propositions sur la question;

24. *Demande* aux États Membres de voir en l'Organisation des Nations Unies, dans l'esprit du processus de financement du développement, un forum permettant un dialogue libre, transparent et ouvert à tous sur un système économique et financier international équitable;

25. *Considère* qu'il convient de rendre les systèmes monétaire, financier et commercial internationaux plus cohérents et de donner une régularité à leur fonctionnement et qu'il importe de veiller à ce que ces systèmes soient ouverts, justes et non exclusifs, de sorte qu'ils complètent les efforts de développement déployés à l'échelon national pour assurer une croissance économique soutenue, partagée et équitable et la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont les objectifs du Millénaire;

26. *Réaffirme* qu'il importe de faire en sorte que les pays en développement participent pleinement à la prise de décisions et à la définition de normes économiques et financières au niveau international, prend note à cet égard des décisions importantes mais toujours insuffisantes concernant la réforme des dispositifs de gouvernance des institutions de Bretton Woods, les quotas et la répartition des droits de vote dans ces institutions, et réaffirme qu'il importe qu'elles engagent un processus beaucoup plus ambitieux de réforme de leurs appareils de gouvernance et qu'elles se fixent un programme accéléré, fondé sur une démarche qui reflète véritablement leur mandat en matière de développement, de réformes qui permettent aux pays en développement de faire davantage entendre leur voix, de participer davantage et de disposer de droits de vote plus importants, de façon à ce que ces institutions deviennent plus efficaces, plus crédibles, plus responsables et plus légitimes;

27. *Réaffirme également* que les fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies et les commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies ont un rôle important à jouer, chacun dans les limites de son mandat, pour faire progresser le développement et en préserver les acquis, conformément aux stratégies et priorités nationales, y compris en contribuant à la réalisation des objectifs du Millénaire, et réaffirme en outre qu'elle est fermement résolue à prendre des mesures pour que le système des Nations Unies soit énergique, bien coordonné, cohérent et efficace dans l'appui qu'il apporte à la réalisation desdits objectifs;

28. *Réaffirme en outre* qu'il est indispensable que les commissions régionales participent davantage au processus mis en place pour assurer le suivi de la question du financement du développement, notamment en fournissant aux États Membres des conseils techniques et des analyses;

29. *Réaffirme* qu'il importe de veiller à ce que soit mis en place un mécanisme intergouvernemental renforcé, plus efficace et ouvert à tous, chargé d'assurer le suivi de la question du financement du développement;

30. *Réaffirme également* qu'il faut examiner les modalités du financement du développement et réfléchir aux différents moyens possibles de renforcer ce processus;

31. *Décide* de créer une commission du financement du développement, conformément au paragraphe 30 de sa résolution 65/145, et, à cet égard, prie son président d'organiser des consultations ouvertes à tous, avec la participation des États Membres, sur les modalités et les méthodes de travail d'une telle commission technique, en tenant compte du rapport du Secrétaire général sur les modalités du processus de suivi de la question du financement du développement<sup>6</sup>, et de mener à bien ces consultations d'ici à la fin de sa soixante-septième session;

32. *Prie* le Conseil économique et social de contribuer, à sa session de fond de 2013, aux consultations engagées par elle en vue de la création d'une commission du financement du développement en tant qu'organe subsidiaire du Conseil, notamment en organisant des débats thématiques sur la question;

33. *Rappelle* qu'elle a décidé, en application du paragraphe 90 de la Déclaration de Doha sur le financement du développement, d'examiner la nécessité de tenir d'ici à 2013 une conférence de suivi sur le financement du développement et qu'elle a aussi décidé de tenir des consultations en vue de prendre d'ici à 2013 une décision définitive sur la question, et compte bien que ces consultations aboutiront;

34. *Salue* les travaux du Bureau du financement du développement du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat et l'encourage à poursuivre l'exécution de son mandat, en collaboration avec des experts des secteurs public et privé, des milieux universitaires et de la société civile;

35. *Appelle de nouveau* les États Membres et les autres donateurs éventuels à envisager de contribuer généreusement au Fonds d'affectation spéciale pour les activités de suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement, afin de faciliter la mise en place d'un mécanisme intergouvernemental de suivi de la question du financement du développement qui soit renforcé, plus efficace et ouvert à tous;

36. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-huitième session la question intitulée « Suivi et mise en œuvre des textes issus de la Conférence internationale de 2002 sur le financement du développement et de la Conférence d'examen de 2008 » et prie le Secrétaire général de lui présenter à ce titre une évaluation analytique de l'état de la mise en œuvre du Consensus de Monterrey et de la Déclaration de Doha sur le financement du développement, ainsi que sur l'application de la présente résolution, dans un rapport annuel qu'il établira en étroite collaboration avec les principales institutions intéressées.